

# L'HOMME DU «12 NOVEMBRE» ET SON BRUTUS

**A**urait-il dû être personnellement présent ? Posons la question autrement : qu'est-ce qui l'empêchait de donner, grâce à un discours, une touche de solennité à ce qui allait se commettre ?

Bien qu'aucune règle ne l'y oblige, il y a des situations exceptionnelles (et celles-ci en est une) où le prince doit s'astreindre à cet exercice. Le Parlement ne se réunissant, dans ses deux chambres, qu'en cas de situation grave, afin d'entériner une lourde décision, il eût été parfaitement correct que l'initiateur en chef vienne lui-même plaider pour ses desiderata.

Dès lors qu'il ne l'a pas fait, se contentant d'un fac-totum pour lire un message pompeux et creux, cela s'appelle du mépris pour les institutions. Saïd Sadi avait d'ailleurs raison de s'en offusquer de ce style sauf qu'il s'étonne bien tard.

Le président de la République a depuis longtemps cessé de considérer ces chambres pour ce qu'elles doivent être. Par un travail de subornation étalé sur deux législatures, n'en a-t-il pas fait des dépendances du sérail ? Lui qui n'aime rien tant que de ne jamais rendre compte, exige par ailleurs, de l'obéissance en tous lieux où s'exerce le formalisme du pouvoir.

Les autocraties ne se reconnaissent-elles pas, justement, dans ce genre d'omniscience auto-dévolue ? Et qui ne doit souffrir de la moindre discordance à l'approbation. L'indécence de

l'unanimité qui illustre l'amendement de la loi fondamentale constitue désormais la référence cardinale de ce que va être sa méthode au cours du prochain mandat.

L'on ne peut plus dire que l'on ne savait pas, par avance, que le quitus du 12 novembre allait se révéler un cadenas inviolable. Et qu'il sera bientôt l'argument par lequel toutes les institutions et la totalité des courants de pensée seront matés. Des fourches caudines sous lesquelles ils doivent passer pour espérer une visibilité taillée dans la servitude.

A sa manière, mais en épousant seulement les exigences de l'époque, Bouteflika vient enfin d'assumer une filiation ancienne qui, jusque-là, n'apparaissait pas clairement. Celle qui, à travers sa trajectoire, la mené du compagnonnage de Ben Bella à celui de Boumediène. Deux putschistes emblématiques identitairement reconnaissables à leurs conquêtes violentes du pouvoir. L'un en juillet 1962 et l'autre le 19 juin 1965. A son tour, il sera désigné, dans les futurs manuels d'histoire, comme «l'homme du 12 novembre 2008».

C'est ainsi que la geste de nos pouvoirs s'est écrite à ce jour. Et comme un rappel au bon sens de la fatalité, il nous laisse entendre maintenant qu'il n'y a aucune raison de changer de «tradition». Il nous rappelle, en pointillé, que la démocratie des urnes à laquelle ce pays

a cru naïvement doit se réduire à porter sur les fonts baptismaux de la république d'abord «l'homme qu'il faut» qui deviendra, par la suite, providentiel et indéboulonnable. C'était, souvenons-nous, également la philosophie politique du FIS. Celui-ci n'avait-il pas énoncé, en son temps, la même règle effrayante ? Celle de disqualifier le principe du suffrage libre aussitôt qu'il s'emparerait du pouvoir par cette même méthode.

Plus qu'une leçon, cette stratégie infernale que ce pays a combattue au nom de la modernité, de la démocratie et qui lui a coûté le dégomme d'un président en poste (Chadli) et dix années de guerre civile, n'est-elle pas en passe de redevenir la pierre angulaire de l'exercice des responsabilités.

Celles qui transitent par les mains des faiseurs de constitutions à la demande, comme on solliciterait un couturier pour tailler dans le tissu des oripeaux sur mesure.

Or, celui qui, de nos jours, est chargé de faire la promotion de ce produit amendé en nous expliquant sans sourciller que celui-ci se traduira par une consolidation des libertés est le même qui, 13 années plus tôt, se présentait à la télévision pour faire l'éloge du caractère limitatif de la loi fondamentale. Cet homme politique, qui a pour nom Ouyahia, n'a-t-il pas de surcroît eu l'insolence de déclarer, la veille de la cérémonie, qu'il n'y avait pas lieu de s'émouvoir de la dispari-

tion du fameux verrou. Car, ajoutait-il, en tout état de cause «l'opposition» (??) n'accèdera jamais au pouvoir ! La voilà l'injure faite à l'électeur virtuel.

Homme-protée de tous les pouvoirs, il ne craint ni les prédictions les plus audacieuses ni les reniements de ses professions de foi. Et cela à la demande des maîtres du moment.

Bouteflika, l'ayant sondé au plus profond de sa carapace de faux soldat discipliné et fidèle, l'utilise justement pour son impopularité notoire. Ce Brutus, que l'on charge d'assener publiquement des coups de canif à la Constitution dans un Parlement silencieux comme un sépulcre, ne doute cependant pas de son avenir. Bien que les nouvelles dispositions devant réduire prochainement sa sphère d'influence ne l'émeuvent guère autant qu'on le suppose. Surtout, qu'à son sujet, le bruit court qu'en cas d'improbable alternative, il serait le mieux qualifié pour être agréé par le système. Que cette assertion ne soit que pure spéculation et rumeur sans teneur ne lui enlève pas pour autant sa pertinence lointaine au vu du consensus secret ayant permis ce putsch constitutionnel.

Un éditorialiste n'a-t-il pas avec justesse commenté dans ce sens ce deal du cabinet noir ? «... que l'on ne s'y trompe pas (...) écrit-il. Ce qui s'est commis (...) au palais des Nations a procédé de la réconciliation que Bouteflika est parvenu à opérer à l'intérieur du systè-



Par Boubakeur Hamidechi  
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

me entre ses clans et ses centres de pouvoir». (!)

Dès lors que le concept de l'alternance ne se pose plus en termes de compétition intégrale et ouverte, le complexe militaro-affairiste a toutes les latitudes de créer, à tout moment, des conditions autres pour l'émergence de l'homme de substitution. Pour ce faire, le joker Ouyahia, blanchi sous le harnais de la manipulation, serait le profil idoine.

Bouteflika ne devrait-il pas commencer par se méfier de sa courtisanerie trop voyante ? Car lorsqu'on a commencé, comme celui-ci, par exercer l'art du canif l'on finit par aiguïser les couteaux. Tous les César de l'Histoire ont connu pareille mésaventure, ce qui ne devrait pas laisser indifférent celui qui réside à El-Mouradia.

B. H.

Lire l'analyse de Kharroubi Habbib in *Le Quotidien d'Oran* du jeudi 13 novembre.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoiralgerie.com>  
E-mail : [info@lesoiralgerie.com](mailto:info@lesoiralgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

## MOUDJAHIDINE !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)

Après le mandat à vie, bientôt un nouvel amendement à la Constitution déjà amendée mercredi dernier. Il introduira un article portant sur l'obligation du...

...Baisemain !

21. Ecrivez-le comme vous voulez. Parvenez à ce chiffre comme il vous chante. Vingt plus un. Vingt-deux moins un. Dix plus onze. Qu'importe ! L'essentiel étant d'arriver à ce nombre : 21. Jusque-là, ce chiffre de 21 ne vous disait peut-être rien de particulier, ne vous faisait pas «percuter» pour reprendre une expression à la mode en ce moment. Désormais, ce 21 va vous parler, doit vous parler. A l'heure où dire NON à un ami qui vous propose de prendre un café peut vous mener devant le peloton d'exécution pour tentative de coup d'Etat, à l'heure où dire NON à un rab de purée à midi peut vous placer sous les foudres foudroyantes de la famille révolutionnaire, à l'heure où dire NON à une sortie entre amis peut vous faire traduire en justice pour atteinte à un symbole sacré, à cette heure où le fait de bouger sa tête autrement que de bas en haut et de haut en bas peut vous la faire couper, à cette heure où le recours au mouvement horizontal de vos vertèbres cervicales peut vous faire

lapider sur la place publique, à cette heure-là, 21 députés, 21 m'zelfin, 21 m'zvingyin, 21 pris de la tête, 21 moudjahidine de la cause démocratique ont osé dire NON ! Même si ces 21 ont vu leurs bras propres masqués par une forêt de bras voraces, de «bras à dents», de «bras à canines», de «bras Dracula», il reste ces 21. La preuve par 21 qu'une femme, qu'un homme peuvent se lever dans la masse hideuse des rampants et dire NON ! Non, je veux rester debout. Je ne ramperais pas. Je ne me coucherais pas. Je ne cirerais pas les pompes et le reste. Je ne louerais pas ma dignité en viagère. Je n'abdiquerais pas devant la dictature annoncée. En soi, c'est une réponse formidablement cinglante à ceux qui vous rétorquent, entre deux OUI expédiés, «mais si ce n'est pas lui, qui alors ?» Y a ! Y a qui, monsieur. Kayen Enn'ssa ou kayen Err'djel ! Basta de cette «pénurie» de dirigeants dans laquelle on veut nous enfermer. NON ! Mille fois non ! Ce pays a ses enfants. Ce pays n'a pas enfanté que des couleuvres qui se terrent peureusement sous les pupitres de la honte. Ce pays a ses lions. Ils étaient 21 mercredi dernier à pousser leur cri, à rugir. Quoi que puissent en dire les couleuvres, ces lions-là, F'houla ! Je fume du thé et je rester éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

